



2021

Rapport sur la nutrition mondiale

Le point sur la situation
nutritionnelle mondiale

RÉSUMÉ



2021. Londres.

Un enfant goûte de la pastèque lors d'un programme de groupe HENRY Healthy Families à Londres.

© Rebecca Fulton / HENRY

Résumé

LE POINT SUR LA SITUATION NUTRITIONNELLE MONDIALE

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* est la première évaluation indépendante portant sur la situation nutritionnelle à l'échelle mondiale. Fondé sur des données chiffrées, il est produit chaque année pour mettre en lumière les progrès accomplis et les difficultés qui persistent. Ce rapport vise à inspirer les gouvernements, les donateurs, les organisations de la société civile, les entreprises et autres acteurs à agir pour mettre fin à toutes les formes de malnutrition. Il joue également un autre rôle important, à savoir encourager la prise de responsabilité par les parties prenantes concernant leurs engagements en matière de lutte contre les régimes alimentaires de mauvaise qualité et toutes les formes de malnutrition.

Le rapport de cette année présente les progrès réalisés en vue des cibles mondiales de nutrition, évalue les effets d'une mauvaise alimentation sur notre santé et notre planète, analyse le paysage du financement de la nutrition et donne un aperçu complet des informations communiquées concernant les précédents engagements « Nutrition pour la croissance » (N4G).

Selon les conclusions du rapport, malgré quelques progrès, la qualité des régimes alimentaires ne s'améliore pas et fait peser des demandes croissantes sur l'environnement, tandis que des niveaux inacceptables de malnutrition persistent. Les coûts humains, environnementaux et économiques élevés associés au maintien de la trajectoire actuelle sont si importants que nous devons payer un prix bien plus élevé si nous n'agissons pas. Bien que la pandémie de COVID-19 soit venue aggraver le problème, le rapport montre qu'elle ne constitue qu'un élément parmi tant d'autres.

Malgré tout, nous pouvons garder espoir. Nous pouvons parvenir à des régimes alimentaires sains et durables qui mettront fin à la malnutrition, tout en préservant la santé de la planète. Plus que jamais auparavant, nous disposons des données factuelles et des outils nécessaires pour améliorer la prise de responsabilité et favoriser de meilleurs résultats en matière de nutrition, ainsi que pour mobiliser un financement bien plus important que les investissements actuellement consentis dans la nutrition. Nous devons agir sans attendre pour accélérer les progrès dans tous les domaines de la nutrition et réformer les systèmes et les structures qui entravent les avancées. Cette année a été désignée « Année d'action N4G », ce qui en fait le moment idéal pour les parties prenantes aux niveaux mondial et local, dans l'ensemble des secteurs et des pays, de s'engager à faire ce qui est nécessaire en vue d'une population et d'une planète bien nourries et prospères.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

1. Afin d'atteindre les cibles mondiales de nutrition dans la plupart des pays, nous devons grandement accélérer les progrès.

À l'échelle mondiale, nous ne sommes pas en mesure d'atteindre cinq des six cibles mondiales relatives à la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant portant sur le retard de croissance, l'émaciation, l'insuffisance pondérale à la naissance, l'anémie et surpoids chez l'enfant. Nous ne sommes pas non plus en voie d'atteindre toutes les cibles relatives aux maladies non transmissibles (MNT) liées au régime alimentaire, à la consommation de sel, à l'hypertension artérielle, à l'obésité chez l'adulte et au diabète.

L'absence de progrès se traduit par la persistance de niveaux inacceptables de malnutrition.

Au niveau mondial, 149,2 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent d'un retard de croissance, 45,4 millions sont émaciés et 38,9 millions sont en surpoids. Plus de 40 % de l'ensemble des hommes et des femmes (soit 2,2 milliards de personnes) sont désormais en surpoids ou obèses. Certains pays affichent des progrès encourageants. Par exemple, parmi les 194 pays évalués, 105 sont en voie d'atteindre la cible relative au surpoids chez l'enfant et plus d'un quart sont en voie d'atteindre les cibles relatives au retard de croissance et à l'émaciation. Cependant, on observe une stagnation, voire une aggravation, des niveaux d'anémie dans 161 pays.

Aucun pays n'est en voie d'atteindre la cible relative à la réduction de la consommation de sel ou d'interrompre la montée de l'obésité chez l'adulte. En Afrique, aucun pays n'est en voie d'atteindre aucune des cibles relatives aux MNT liées au régime alimentaire, et seuls quelques pays occidentaux à revenu élevé sont en voie d'atteindre à la fois la cible relative à l'hypertension artérielle et celle relative au diabète. Il est évident que toutes les parties prenantes doivent redoubler d'efforts et prendre des mesures fortes pour lutter contre les régimes alimentaires de mauvaise qualité et toutes les formes de malnutrition.

Les principales cibles mondiales et les systèmes de suivi systématique excluent les régimes alimentaires, malgré leurs impacts sur la santé et l'environnement. Les cibles actuelles ne portent pas explicitement sur les régimes alimentaires de mauvaise qualité (à l'exception des niveaux de sel) en tant que cause sous-jacente de toutes les formes de malnutrition. Par ailleurs, aucune cible mondiale n'a été fixée pour remédier aux carences en micronutriments (à l'exception de l'anémie), malgré leur importance pour la santé et le développement. On ne dispose pas non plus d'une cible spécifique pour évaluer la malnutrition chez les enfants et les adolescents. Les organismes internationaux, les pays et toutes les principales parties prenantes ont clairement des lacunes à combler pour améliorer la reconnaissance, le ciblage et le suivi des régimes alimentaires de mauvaise qualité.

Les effets de la pandémie de COVID-19 dévient encore plus notre trajectoire. On estime que 155 millions de personnes supplémentaires sont poussées vers l'extrême pauvreté au niveau mondial en raison de la pandémie, et les personnes obèses ou présentant d'autres maladies chroniques liées au régime alimentaire sont plus vulnérables à la COVID-19. Ces facteurs rendent encore plus difficile la réalisation des cibles mondiales de nutrition.

Dans le monde entier, le nombre de pays qui sont en voie d'atteindre les cibles de nutrition est bien trop faible

Peu de pays sont en voie d'atteindre les cibles mondiales de nutrition d'ici 2025

Progrès des pays en vue de la réalisation des cibles mondiales de nutrition d'ici 2025, par indicateur

Indicateurs relatifs à la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant

● En bonne voie ● Quelques progrès ● Aucun progrès ou recul ● En mauvaise voie ● Données non disponibles ou insuffisantes pour établir une évaluation

Retard de croissance chez l'enfant



Anémie



Insuffisance pondérale à la naissance



Surpoids chez l'enfant



Allaitement maternel exclusif



Émaciation chez l'enfant



Indicateurs relatifs aux MNT liées à la nutrition

● En bonne voie ● En mauvaise voie ● Données non disponibles ou insuffisantes pour établir une évaluation

Consommation de sodium (femmes et hommes)



Hypertension artérielle, femmes



Hypertension artérielle, hommes



Obésité, femmes



Obésité, hommes



Diabète, femmes



Diabète, hommes



Il faut redoubler d'efforts pour mettre fin aux régimes alimentaires de mauvaise qualité et à la malnutrition

2. Notre alimentation est de plus en plus néfaste pour notre santé et la planète.

Dans le monde entier, nos régimes alimentaires sont loin d'être sains et n'ont enregistré aucune amélioration au cours de la dernière décennie¹. La consommation de fruits et de légumes reste inférieure de 50 % au niveau recommandé de cinq portions par jour qui est considéré comme sain (60 % et 40 % respectivement), et les consommations de légumineuses et de fruits à coque sont chacune plus de deux tiers inférieures aux deux portions recommandées par jour². À l'inverse, la consommation de viande rouge et transformée augmente et atteint un niveau presque cinq fois supérieur au niveau maximal recommandé d'une portion par semaine, tandis que la consommation de boissons sucrées, qui ne sont recommandées en aucune quantité, est également en hausse.

Malgré quelques écarts entre les régions, aucune région ne respecte les recommandations en matière d'alimentation saine. D'un côté, les pays à revenu plus faible continuent d'afficher les consommations les plus faibles concernant les principaux aliments sains tels que les fruits et les légumes, ainsi que les niveaux les plus élevés d'insuffisance pondérale. De l'autre côté, les pays à revenu plus élevé affichent les consommations les plus élevées d'aliments ayant des effets importants sur la santé et l'environnement, dont la viande rouge, la viande transformée et les produits laitiers, ainsi que les niveaux les plus élevés de surpoids et d'obésité.







Les taux de morbidité et de mortalité liées au régime alimentaire sont importants et en hausse dans la plupart des régions. Les décès imputables à une mauvaise alimentation ont augmenté de 15 % depuis 2010, soit plus rapidement que la croissance démographique. Les MNT liées au régime alimentaire sont désormais responsables de plus de 12 millions de décès chez les adultes. Ce chiffre représente un quart (26 %) de tous les décès d'adultes chaque année. C'est en Amérique du Nord et en Europe que la proportion de décès prématurés imputables aux risques alimentaires est la plus élevée (31 % pour chaque région), tandis que l'Afrique affiche les taux les plus faibles, ceux-ci atteignant néanmoins des niveaux notables (17 %). Aucune région n'est en bonne voie d'atteindre l'objectif de développement durable (ODD) visant à réduire la mortalité prématurée liée aux MNT d'ici à 2030. Chaque région est confrontée au même défi urgent, à savoir remédier aux facteurs de risque alimentaires et réduire la mortalité due aux MNT liées au régime alimentaire.





Les effets néfastes de notre alimentation sur la planète sont alarmants et croissants. Selon nos nouvelles estimations, la demande alimentaire mondiale crée désormais plus d'un tiers (35 %) de toutes les émissions de gaz à effet de serre et consomme des quantités substantielles et croissantes de ressources environnementales. Par rapport à 2010, les effets de la demande alimentaire sur l'environnement ont augmenté de 14 %, les produits d'origine animale étant responsables de la majorité des émissions de gaz à effet de serre et de l'utilisation des terres. Les régimes alimentaires de l'Amérique du Nord sont ceux qui ont le plus d'effets sur l'environnement, tandis que les régimes africains et asiatiques sont ceux qui en ont le moins. Cependant, aucune région n'est en bonne voie d'atteindre l'ensemble des objectifs de développement durable visant à limiter les impacts pour la santé et l'environnement liés aux régimes alimentaires et au système alimentaire. Par exemple, toutes les régions présentent des régimes alimentaires qui, s'ils étaient adoptés à l'échelle mondiale, auraient des effets bien supérieurs aux niveaux soutenable si nous voulons limiter le réchauffement mondial à moins de 2°C. Chaque région doit modifier ses régimes alimentaires à grande échelle pour parvenir à une alimentation saine et durable qui mettra fin à toutes les formes de malnutrition tout en préservant la santé de la planète.




Aucune région ne respecte les recommandations en matière d'alimentation saine

Les habitudes alimentaires ne répondent pas aux recommandations pour une alimentation saine et durable

Pourcentage d'écart par année et par région par rapport aux recommandations de la Commission EAT-Lancet sur une alimentation saine issue de production durable

Facteur de risque	Année	Monde	Afrique	Asie	Europe	Amérique latine	Amérique du Nord	Océanie
Écart par rapport aux recommandations minimales (plus l'orange est foncé, plus l'écart est grand)								
Fruits et légumes								
	2010	-49%	-57%	-46%	-43%	-57%	-56%	-51%
	2018	-48%	-59%	-45%	-41%	-54%	-56%	-57%
Fruits								
	2010	-58%	-64%	-62%	-41%	-46%	-55%	-33%
	2018	-60%	-66%	-65%	-35%	-45%	-54%	-49%
Légumes								
	2010	-43%	-53%	-36%	-45%	-64%	-57%	-62%
	2018	-40%	-54%	-31%	-44%	-60%	-57%	-62%
Fruits à coque								
	2010	-73%	-52%	-77%	-72%	-88%	-64%	-78%
	2018	-68%	-59%	-71%	-69%	-76%	-52%	-80%
Légumineuses								
	2010	-73%	-73%	-73%	-86%	-50%	-82%	-71%
	2018	-74%	-75%	-74%	-86%	-52%	-81%	-75%
Céréales complètes								
	2010	-61%	-54%	-59%	-55%	-87%	-81%	-62%
	2018	-61%	-55%	-58%	-58%	-87%	-81%	-41%

Facteur de risque	Année	Monde	Afrique	Asie	Europe	Amérique latine	Amérique du Nord	Océanie
Écart par rapport aux recommandations minimales (plus l'orange est foncé, plus l'écart est grand ; plus le bleu est foncé, plus les recommandations sont respectées)								
Poisson 	2010	1%	8%	4%	23%	-20%	-58%	25%
	2018	1%	6%	4%	19%	-22%	-58%	-20%
Produits laitiers 	2010	-14%	-56%	-50%	150%	34%	105%	113%
	2018	-20%	-62%	-51%	141%	20%	106%	107%
Viande rouge 	2010	246%	105%	227%	461%	395%	167%	300%
	2018	257%	81%	252%	486%	395%	163%	626%
Viande rouge et transformée 	2010	363%	196%	302%	759%	604%	331%	428%
	2018	377%	165%	327%	790%	656%	334%	740%

Facteur de risque	Année	Monde	Afrique	Asie	Europe	Amérique latine	Amérique du Nord	Océanie
Écart par rapport aux recommandations relatives au poids (plus l'orange est foncé, plus l'écart est grand)								
Insuffisance pondérale 	2010	9%	10%	12%	1%	2%	1%	1%
	2018	9%	10%	12%	1%	2%	1%	1%
Surpoids 	2010	26%	21%	23%	38%	36%	33%	35%
	2018	26%	21%	23%	38%	36%	34%	36%
Obésité 	2010	13%	12%	7%	25%	24%	38%	29%
	2018	13%	12%	8%	26%	25%	38%	29%

Il faut remédier de manière durable aux régimes alimentaires de mauvaise qualité et à la malnutrition pour offrir un avenir sain aux individus et à la planète

3. Les coûts financiers de la lutte contre les régimes alimentaires de mauvaise qualité et la malnutrition ont augmenté alors même que les ressources s'amointrissent, mais le coût de l'inaction est encore plus grand.

Le financement supplémentaire nécessaire pour atteindre les cibles de nutrition a augmenté de manière considérable, en partie à cause de la COVID-19. Les données disponibles ne nous permettent d'estimer les besoins en matière de financement spécifique à la nutrition que pour les cibles mondiales de nutrition relatives au retard de croissance, à l'émaciation, à l'anémie maternelle et à l'allaitement maternel. Nous aurions besoin de 10,8 milliards de dollars US supplémentaires en moyenne chaque année entre 2022 et 2030 pour atteindre ces quatre cibles d'ici à 2030, en tenant compte des effets de la COVID-19. Les estimations précédentes (pour 2016–2025) s'élevaient à un montant supplémentaire de 7 milliards de dollars US par an.

Ces coûts supplémentaires seraient encore plus élevés s'ils englobaient également les besoins sensibles à la nutrition et la réalisation de toutes les cibles mondiales de nutrition, dont l'obésité et les MNT liées au régime alimentaire. Le coût de la réalisation des cibles de l'ODD 2 d'ici à 2030 serait également considérable : environ 39 à 50 milliards de dollars US chaque année pour répondre aux besoins tant spécifiques que sensibles à la nutrition. **En parallèle, les gains économiques totaux pour la société liés à l'investissement dans la nutrition pourraient atteindre 5,7 billions de dollars US par an d'ici à 2030 et 10,5 billions de dollars US par an d'ici à 2050.**

Les sources traditionnelles de financement de la nutrition doivent être protégées, et les sources de financement innovantes et privées doivent être élargies. Les projections de l'aide publique au développement et du financement national suggèrent une tendance à la baisse aggravée par la COVID-19, et l'on ne devrait revenir aux niveaux d'avant la pandémie qu'à la fin de la décennie.

Il serait opportun de mettre à profit des formes innovantes de financement pour la nutrition.

Nous pouvons et nous devons apprendre d'autres secteurs tels que l'éducation, la santé et la lutte contre le changement climatique, où l'on observe des progrès notables en la matière. **Par ailleurs, le secteur privé constitue la source de financement la plus sous-utilisée en matière de nutrition.** Cette forme de financement peut et doit s'élargir et l'on peut le faire de plusieurs manières qui tiennent compte du climat, sont durables et vont au-delà de la responsabilité sociale des entreprises et des actions prises par les entreprises alimentaires.

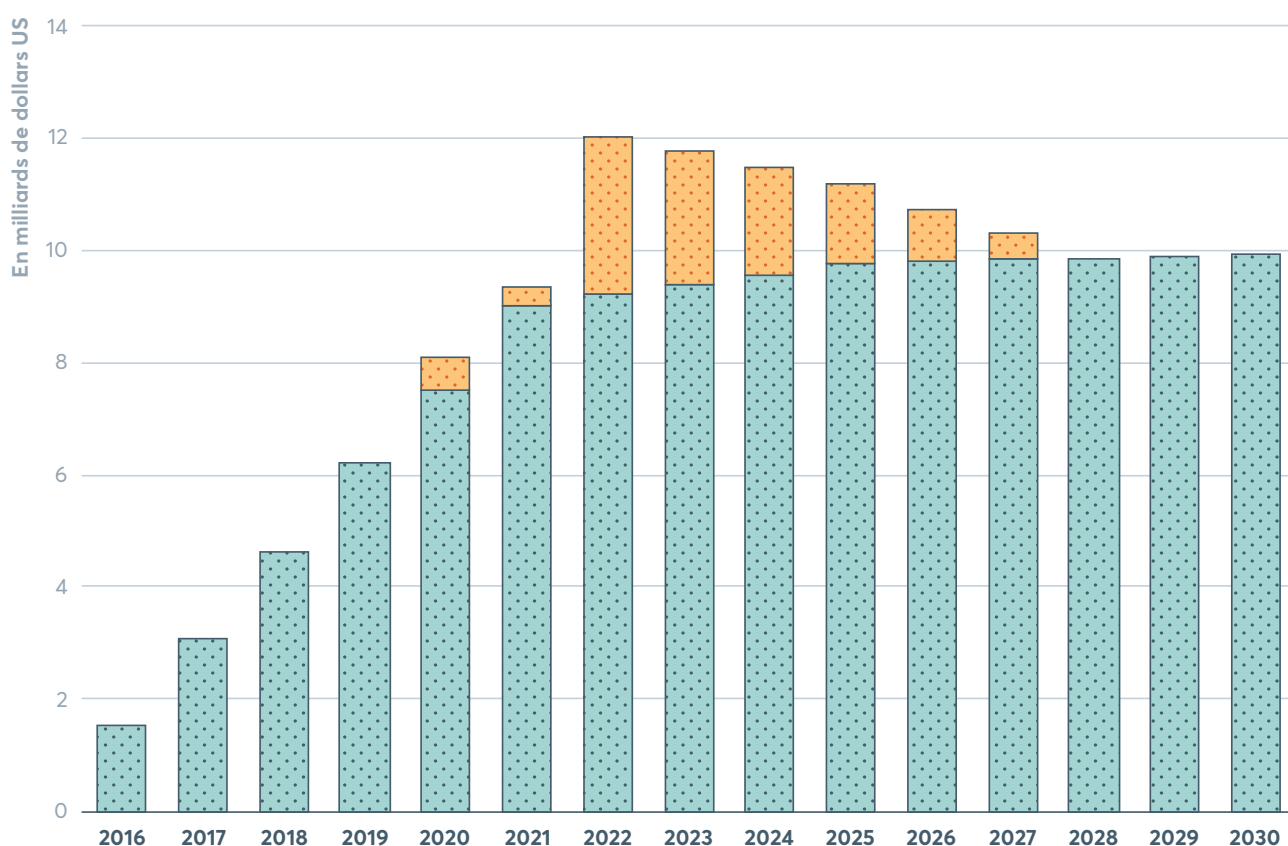
En améliorant l'efficacité et l'efficacé des investissements existants dans la nutrition, on peut renforcer l'impact des ressources disponibles sur la malnutrition. Les pays disposent d'outils pour optimiser l'affectation des financements disponibles en vue de réduire davantage de cas de malnutrition et de sauver plus de vies avec la même somme d'argent.

Les coûts financiers de la lutte contre la malnutrition augmentent

Un montant supplémentaire de 10,8 milliards de dollars US par an est en moyenne nécessaire, sur la période 2022–2030, pour atteindre quatre cibles mondiales de nutrition

Estimations préliminaires actualisées des besoins de financement pour la réalisation de quatre cibles mondiales de nutrition axées sur la dénutrition infantile et maternelle

● Besoins de financement projetés ● Coûts projetés de l'atténuation de la COVID-19



Cependant, les gains économiques totaux pour la société liés à l'investissement dans la nutrition pourraient atteindre 5,7 billions de dollars US par an d'ici à 2030

4. Le suivi « Nutrition pour la croissance » (N4G) met en lumière les difficultés à mettre en œuvre les engagements et à évaluer les progrès.

Bien que des progrès positifs aient été accomplis en vue de la réalisation des engagements N4G³ pris en 2013 et 2017, les pays éprouvent des difficultés pour atteindre les objectifs de financement et d'impact. Selon les données communiquées en 2020, plus des deux tiers des donateurs et des organisations de la société civile ont déclaré avoir atteint ou être en voie d'atteindre leurs engagements financiers. La majorité des objectifs des engagements non financiers des donateurs (63 %) et des organisations de la société civile (76 %) étaient également en bonne voie ou avaient été atteints. Seuls 42 % des objectifs des engagements financiers pris par les pays avaient été atteints ou étaient en bonne voie, tandis que 41 % des objectifs des engagements à impact pris par les pays étaient en bonne voie, aucun n'ayant été atteint selon les informations communiquées. La COVID-19 a aggravé les difficultés. Selon les informations communiquées, 43 % des objectifs des engagements pris par les pays ont été gravement ou fortement touchés par la pandémie, principalement en raison du détournement des ressources. De toute évidence, il faut redoubler d'efforts pour tenir les engagements, en particulier ceux liés au financement et à l'impact pris par les acteurs étatiques.

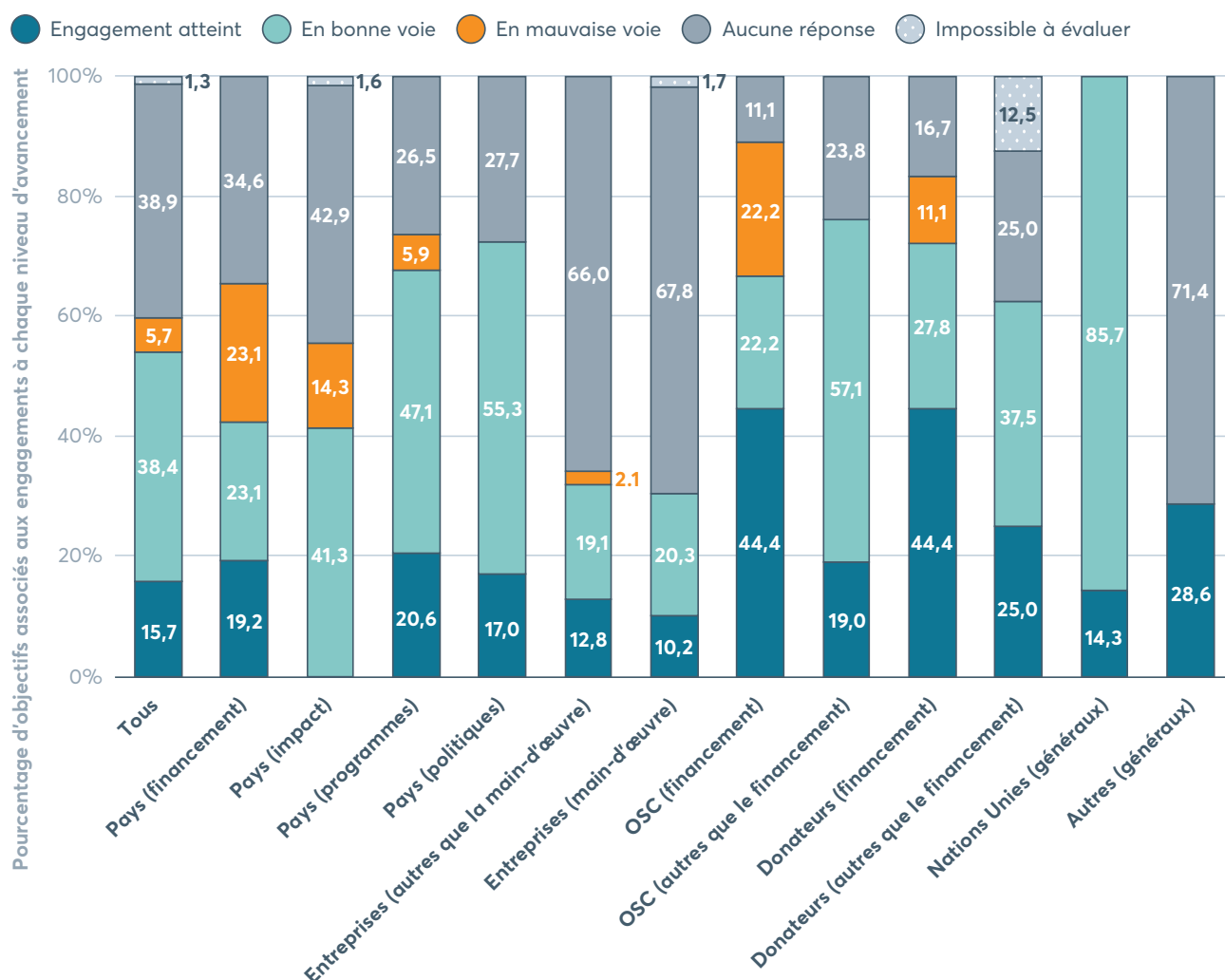
L'alimentation et les MNT liées au régime alimentaire n'ont pas reçu une attention suffisante dans les précédents engagements N4G. Parmi les 383 objectifs associés aux engagements formulés par les parties prenantes, 136 étaient alignés sur les cibles de nutrition relatives à la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant. Seuls 17 objectifs étaient axés sur l'amélioration de la production alimentaire ou de la qualité des aliments, tandis que les cibles relatives à l'alimentation et aux MNT liées au régime alimentaire n'étaient pas mentionnées, principalement en raison du faible niveau de priorité qui leur a été accordé lors des précédents sommets. Cependant, l'alimentation et les régimes alimentaires sains font partie des priorités à l'ordre du jour et constituent l'un des principaux domaines d'engagement du Sommet N4G de Tokyo qui se tiendra en décembre 2021, ce qui est encourageant.

L'évaluation des progrès a été marquée par des difficultés considérables, mais le nouveau Cadre de responsabilité en matière de nutrition montre la voie à suivre. Seuls 29 % des précédents engagements N4G répondaient aux critères SMART⁴, ce qui complique l'évaluation des progrès accomplis à leur égard. Les parties prenantes déclarent elles-mêmes les progrès réalisés, avec le risque qu'elles communiquent des informations incomplètes ou biaisées. Jusqu'à présent, nous n'étions pas en mesure de dresser un portrait global des progrès réalisés ou d'établir des comparaisons au fil du temps. Cependant, en septembre 2021, l'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* a mis en place le Cadre de responsabilité en matière de nutrition pour résoudre ces difficultés et faciliter l'enregistrement des nouveaux engagements pris pendant l'Année d'action N4G et au-delà. Il s'agit de la toute première plateforme indépendante, complète et mondiale permettant de prendre des engagements SMART en matière de nutrition et de suivre les actions en matière de nutrition pour contribuer à accélérer les progrès.

Les pays éprouvent des difficultés pour atteindre les objectifs de financement de la nutrition

Un peu plus de la moitié des engagements pris lors des précédents sommets N4G ont été atteints (16%) ou sont en bonne voie (38%) en 2020

Progrès déclarés en 2020 par rapport aux engagements pris lors des sommets N4G de 2013 et 2017



À l'occasion de cette **Année d'action pour la nutrition**, les décideurs doivent profiter du Sommet Nutrition pour la croissance **pour repartir sur de bonnes bases**

NOUS POUVONS PARVENIR À DES RÉGIMES ALIMENTAIRES SAINS ET DURABLES POUR METTRE FIN À LA MALNUTRITION ET PRÉSERVER NOTRE PLANÈTE.

D'après les conclusions de ce rapport, des domaines d'action clairs s'offrent à nous. Les changements requis sont considérables mais non impossibles, et l'enjeu est si important que nous devons faire tout ce qui est nécessaire. Nous recommandons trois principaux domaines d'action.

1. Il convient d'intensifier les efforts et les investissements financiers pour mettre fin aux régimes alimentaires de mauvaise qualité ainsi qu'à la malnutrition et obtenir les retombées sociales et économiques élevées que nous savons possibles.

- Les parties prenantes doivent de toute urgence s'engager à prendre des actions SMART solides pendant l'Année d'action N4G, et garantir que leurs engagements comprennent des objectifs relatifs au régime alimentaire.
- Nous avons besoin d'un financement bien plus important, sous peine de ne pas pouvoir réaliser les changements nécessaires. Les formes traditionnelles de financement de la nutrition (aussi bien externes que nationales) doivent être maintenues et augmentées, tandis que d'autres sources de financement (en particulier innovantes et privées) doivent prendre plus d'ampleur.
- Il faut mieux aider les pays à tirer parti des nouveaux outils qui favorisent l'efficacité et l'efficacité des investissements afin de maximiser l'impact du financement disponible.

2. Les régimes alimentaires de mauvaise qualité et la malnutrition peuvent et doivent être résolus de manière globale et durable afin de créer un avenir plus sain pour tous.

- Des initiatives politiques sont nécessaires de toute urgence pour transformer les systèmes alimentaires, accroître la consommation d'aliments sains et réduire les produits alimentaires d'origine animale, afin de garantir que les régimes alimentaires soient sains et durables au bénéfice des populations et de la planète.
- Le suivi mondial de la nutrition doit être élargi pour inclure des cibles clés d'amélioration des régimes alimentaires et de la santé qui dépassent les carences en micronutriments, la faim et le surpoids.
- Les parties prenantes et les entités prenant des engagements doivent accorder une attention particulière aux actions en matière de nutrition qui favorisent une alimentation équitable, saine et durable pour tous.

3. Des données de meilleure qualité, une plus grande responsabilité et un suivi systématique sont indispensables pour identifier les progrès nécessaires et garder le cap.

- Nous avons besoin de données plus granulaires et de meilleure qualité, notamment sur le financement, pour comprendre pleinement la situation nutritionnelle actuelle, éclairer une action efficace et garantir que les impacts puissent être évalués et suivis.
- Toutes les parties prenantes qui peuvent jouer un rôle pour favoriser une alimentation saine et durable et une bonne nutrition doivent tirer parti du soutien disponible et souscrire au Cadre de responsabilité en matière de nutrition pour prendre des engagements SMART en matière de nutrition et garantir que leur impact puisse être évalué.
- Les régimes alimentaires sains qui sont également durables doivent être mieux intégrés dans les cibles mondiales de nutrition et suivis, en reconnaissance de leur importance vitale pour lutter contre la malnutrition et protéger notre environnement.

NOTES

- 1 Selon la « Global Dietary Database », 2021.
- 2 Régimes alimentaires sains et durables recommandés élaborés par la commission EAT-Lancet sur les régimes alimentaires sains issus de systèmes alimentaires durables.
- 3 Nutrition pour la croissance (N4G) est une initiative mondiale qui rassemble toutes les parties prenantes, dont des gouvernements nationaux, des donateurs, des entreprises et des organisations de la société civile dans le but d'accélérer les progrès en matière de lutte contre les régimes alimentaires de mauvaise qualité et toutes les formes de malnutrition. Le *Rapport sur la nutrition mondiale* a été conçu pour la première fois à la suite du premier sommet N4G en 2013, en tant que mécanisme visant à suivre chaque année les engagements pris par 100 parties prenantes englobant des gouvernements, des donateurs d'aide, des organisations de la société civile, des organismes des Nations Unies et des entreprises. Le rapport évalue également la façon dont ces engagements se traduisent en impacts et continue d'exercer ce rôle à ce jour.
- 4 SMART : spécifique, mesurable, réalisable, pertinent et défini dans le temps.

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* 2021 livre le compte rendu le plus complet de l'état de la nutrition dans le monde. Ce rapport est le fruit d'une initiative multipartite composée d'un Groupe de parties prenantes rassemblant des personnalités de haut niveau issues de gouvernements, d'organisations donatrices, de la société civile, d'organisations multilatérales et du secteur privé, ainsi que d'un Groupe d'experts indépendants constitué de spécialistes mondiaux en nutrition.

L'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* s'est formée à la suite du premier Sommet de l'initiative Nutrition pour la croissance (N4G) en 2013. Ce mécanisme veille à la poursuite des engagements pris par 100 parties prenantes comprenant des gouvernements, des donateurs, des membres de la société civile, des organismes de l'ONU ainsi que des entreprises.

Ce rapport fondé sur des données chiffrées est produit chaque année afin de mettre en lumière les progrès accomplis et les difficultés qui persistent. Il vise également à encourager la prise de responsabilité par les parties prenantes concernant leurs engagements en matière de lutte contre la malnutrition.

L'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* a élaboré le tout premier cadre mondial indépendant et complet de redevabilité portant sur la nutrition : le Cadre de responsabilité en matière de nutrition. Elle a ainsi reçu l'aval des dirigeants mondiaux, notamment du Gouvernement japonais en sa qualité d'organisateur du sommet N4G 2021, ainsi que de l'Organisation mondiale de la Santé pour encadrer et faire progresser la redevabilité mondiale en matière de nutrition. Lancé en septembre 2021, le Cadre de responsabilité en matière de nutrition contribuera à donner forme à ces engagements et à en assurer le suivi ainsi que le contrôle public, afin que le monde entier dispose des outils nécessaires pour évaluer l'impact collectif de notre action et rectifier le tir au besoin.

En éclairant le débat sur la nutrition, l'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* souhaite inciter à l'action en vue de créer un monde exempt de toute forme de malnutrition.

globalnutritionreport.org

